

Sociétés de mercenaires et “ONG d’Allah” : les milices privées turques au service de l’impérialisme d’Erdogan

écrit par Christine Tasin | 25 septembre 2020



A lire, une excellente analyse d’Alexandre Del Valle sur les liens entre Erdogan et les djihadistes.

Dans quelques jours, se tiendra, à Bruxelles, le prochain Conseil européen (extraordinaire, 24-25 septembre), convoqué par son président Charles Michel dans un contexte de crise sanitaire et de menaces turques croissantes et Méditerranée. Face à la l’indifférence de plusieurs pays européens qui rechignent à

se montrer solidaires de la Grèce et de Chypre, menacés par la Turquie dans leurs zones économiques exclusives regorgeant de gaz, Alexandre del Valle revient sur les liens ambigus que le régime d'Erdogan entretient avec le jihadisme international via d'étranges sociétés de mercenaires privées.

Les autorités turques, le Qatar et nombre de pays occidentaux dénoncent régulièrement la violation de l'embargo sur les armes en Libye, notamment l'envoi par la Russie, via la société de sécurité WAGNER, de mercenaires russes et syriens dans ce pays en appui à l'Armée Nationale Libyenne du maréchal Khalifa Haftar. Alliée des Émirats, de la Russie et de l'Égypte, l'armée de Haftar, liée aux autorités de Benghazi et au Parlement de Tobrouk (légitime, contrairement à celui périmé de Tripoli), a elle-même recruté de mercenaires au Soudan et au Tchad. Les médias occidentaux déplorent et rappellent en permanence la présence de mercenaires syriens ou vétérans de l'armée russe recrutés et acheminés en Libye par le groupe Wagner, et financés en grande partie par les Émirats, estimés par l'ONU à un millier. Ces combattants russes et syriens pro-Assad, engagés contre les islamistes de Tripoli, les Frères musulmans et les jihadistes internationaux, ont été notamment chargés d'opérer les batteries antiaériennes Pantsir, armement russe payé et livré par les Émirats. Sur la base d'Al-Joufra, à 650 kilomètres au sud-est de Tripoli, la Russie a également déployé des chasseurs Mig 29 et Su24 pour dissuader les forces loyales à Tripoli de progresser vers l'est. Tout cela est attesté et connu. En revanche, l'activisme militaire illégal et bien plus massif de la Turquie en Syrie, en Irak et depuis 2019 en Libye, via des milices islamistes fidèles à Erdogan, encadrées

notamment par la société de mercenaires (SMP) turque SADAT International Defence consultancy, sous la supervision de l'armée, des services spéciaux et de la présidence turque elle-même, l'est beaucoup moins, voire pas du tout. Cette omertà des médias et politiques occidentaux est pour le moins étonnante, même si elle s'explique en partie par le refus américain et atlantiste de reconnaître officiellement quoi que ce soit qui pourrait aller dans le sens des 'diaboles' Poutine et Assad, car dans le cas turc, les mercenaires islamistes enrôlés par SADAT et l'armée turque ne sont pas seulement des combattants non-conventionnels, mais des combattants islamistes et jihadistes internationaux et liés au terrorisme international, donc qui menacent, à quelques kilomètres de l'Italie (Lampedusa) et de Malte, la sécurité même des pays de l'Union européenne ainsi que celle des pays d'Afrique sahélo-saharienne gravement déstabilisés par le terrorisme jihadiste depuis la fin des années 2000.

Le « national-islamisme turc » et ses dispositifs paramilitaires

Comme le rappelle l'analyste Alain Rodier, ancien de la DGSE et membre du Centre Français de Recherches sur le Renseignement (CF2R), Adnan Tanriverdi a déclaré dans les colonnes du quotidien turc Khabar Tork que la SMP SADAT a organisé des missions en Syrie dès 2013 puis ensuite en Libye, dans le cadre d'une coopération islamiste-jihadiste syro-libyenne.

Le 17 décembre dernier 2019, Adnan Tanriverdi déclarait ainsi dans un quotidien turc que son pays avait « *besoin de sociétés sécuritaires privées pour employer des mercenaires* » et que « *Si la Turquie envoie des mercenaires en Libye, ça sera plus efficace que les sociétés Wagner ou Blackwater* ». Dans ses écrits officiels, SADAT appelle sans complexe aucun à la création d'une « *armée internationale de l'Islam* » composée de « *volontaires* » du jihad contre les « *ennemis de*

l'islam » qui pourrait devenir à terme supérieure à celle de « *l'entité sioniste* », Tsahal, et qui viendrait « *au secours* » des musulmans et des minorités « *turco-ottomanes opprimées* » du monde entier. Le général Tanriverdi, d'accord en cela avec la pensée profonde de son mentor Erdogan, rêve d'ailleurs non seulement de voir l'État d'Israël définitivement détruit mais ne se cache pas de son ambition de créer un peu partout des « *comptoirs* » et « *protectorats* » néo-ottomans partout dans les pays arabes et en Europe orientale ou au Caucase et jusqu'aux frontières de l'Inde où des populations furent soumises au joug ottoman. Comme le parti AKP du président Erdogan et maintes ONG d'Allah ou organisations islamistes turques, la SMP de Tanriverdi est bien évidemment très active à Gaza et en Palestine, notamment en soutien au mouvement terroriste-jihadiste HAMAS, qui bénéficie de nombreuses facilités en Turquie même, où ses cadres ont trouvé refuge depuis qu'ils ont été renvoyés de Syrie lors du printemps arabe, vite devenu un « *hiver islamiste* ». SADAT soutient également en Irak et en Syrie des groupes jihadistes internationaux utilisés pour combattre les Kurdes, ennemis internes et externes existentiels des nationalistes et islamistes-fréristes au pouvoir à Ankara.

La société de mercenaires de Tanriverdi agit également à l'intérieur, comme une milice privée ou une garde présidentielle secrète au service d'Erdogan. Selon l'opposition turque, extrêmement inquiète de la dérive national-islamiste de la Turquie dékémalisée par Erdogan, SADAT serait de plus en plus utilisée par le président turc comme une milice politique armée. Entraînée notamment dans des camps situés à Tokat et Konya et la mission « *interne* » de cette garde prétorienne est de faire barrage à toute résistance au président et à son projet islamiste radical. La SMP SADAT Inc travaille d'ailleurs de concert avec une organisation sœur, ASSAM, dont l'orientation est plus politique et qui a également été dirigée par Adnan Tanriverdi jusqu'en janvier 2020. Assam gère notamment un "centre

d'études stratégiques" et accueille des congrès annuels dans le même but de "défendre les acquis de la révolution civilisationnelle" néo-ottomane accomplie par l'AKP et Erdogan.

Outre Sadat, sur laquelle nous allons revenir, la Turquie d'Erdogan s'appuie depuis quelques années sur d'autres milices politiques intérieures, comme par exemple le groupe parapolicier Bekçi, "Gardiens" ou "gardes de nuit", une institution qui remonte à l'ère ottomane et qui préoccupe de plus en plus l'opposition. Les Bekçi, également surnommés "aigles de la nuit", ont commencé à patrouiller dans les rues urbaines de Turquie depuis 2017, juste un an après la tentative de coup d'État militaire contre le président-sultan. En vertu d'une loi votée par le parlement par l'AKP d'Erdogan du jour au lendemain, ces étranges "gardes ottomans" ont le pouvoir d'effectuer des contrôles d'identité, d'utiliser la force et de porter des armes et d'appréhender les suspects. Rappelons que la Turquie post-kémaliste et "national-islamiste" du président Erdogan, désormais doté de pleins pouvoirs et débarrassé de l'opposition kurde et laïque mise en prison, a fait envoyer dans les geôles des dizaines de milliers de prisonniers politiques, suspendu ou limogé 150 000 fonctionnaires et membres du personnel de sécurité, purgé l'armée, la police et la gendarmerie des éléments gülenistes et kémalistes, écarté tous les recteurs, présidents d'université et journalistes "nuisibles" et instauré depuis lors un véritable climat de terreur idéologico-politique au sein de l'opposition. Le nombre de "gardes de quartier" a ainsi doublé depuis 2017 (30 000), selon un député de l'AKP. Un phénomène d'enrégimentement du pays qui participe du même esprit que l'ascension de SADAT. Il est vrai que l'armée ayant longtemps été le bastion des Kémalistes laïques les plus anti-islamistes, souvent liés d'ailleurs aux loges maçonniques du très anticlérical Grand Orient, et sachant que des gouvernements islamistes ou simplement islamiques ont déjà été victimes de coup d'Etat dans le passé, le "rezi" turc

(“conquérant”) compte sur les milices privées pour protéger les “acquis” de l’erdoganisme contre toute résurgence néo-kémaliste. Meral Akşener, ancien ministre turc de l’Intérieur, connu pour ses idées laïques, a quant à lui affirmé que SADAT a dirigé des camps d’entraînement pour des milices pro-gouvernementales près de la côte turque de la mer Noire. Leur travail aurait été de semer le trouble si les dernières élections législatives ne favorisaient pas le parti AKP au pouvoir de Recep Tayyip Erdogan. Des rumeurs laissent d’ailleurs craindre dans les années à venir en Turquie une “interruption du fonctionnement normal de la démocratie”...

Nombre de démocrates turcs comparent la montée en puissance de SADAT ou des « Gardiens de la Nuit (Bekçi), qui accompagnent la dérive islamiste-totalitaire du président turc, aux Basiji iraniens, une organisation paramilitaire liée aux Gardiens de la révolution iranienne (Pasdarans) dont la mission est de prévenir les comportements «immoraux» dans les villes (consommation d’alcool, flirt, etc). Beaucoup critiquent ces institutions islamistes paramilitaires pro-Erdoğan aux organisations de jeunesse armées propres à tous les régimes totalitaires, fascistes, nazis ou islamistes, également préconisées dans les textes fondateurs même des Frères musulmans, dont Erdogan est le parrain avec le Qatar.

Un deux poids deux mesures lourd de conséquence en termes de sécurité collective

La présence de mercenaires syriens, turkmènes et internationaux islamistes et jihadistes enrôlés par la société de mercenaires turque SADAT est évaluée par les Nations unies et les services de renseignement français à 5 à 7000, donc cinq à sept fois plus que les « mercenaires russo-syriens ». Autre différence de taille, qui devrait pousser les pays occidentaux et méditerranéens voisins des théâtres syriens et

libyens à s'inquiéter, les « proxys » arabes et turkmènes ayant accompagné l'offensive turque d'octobre 2019 contre les milices turques en Syrie puis l'offensive turque en Libye au printemps 2020 pour défendre Tripoli comportaient, à la différence des mercenaires russes des camps opposés, nombre de jihadistes issus de la branche syrienne d' Al-Qaïda, Al-Nosra, alias Hayat Tahrir al Sham. Certains groupes, au sein desquels la Turquie et ses agences de sécurité ont puisé pour alimenter les jihad syrien contre les Kurdes et le jihad libyen contre les forces de Haftar, sont même liés à l'Etat islamique et se sont qui plus est rendus coupables de graves crimes de guerre condamnés par les organismes des droits de l'homme des Nations unies et plusieurs pays, y compris cette fois les Etats-Unis. Les islamo-jihadistes exfiltrés du théâtre syrien vers le chaos libyen par la Turquie et le groupe SADAT proviennent essentiellement des légions et brigades islamistes et jihadistes syriennes Sultan Mourad et Suleiman Shah, en grande partie composées de Syro-turkmènes, mais aussi du Front du Levant, composées de jihadistes/mercenaires islamistes arabophones. D'après l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme, très bien informé et reconnu assez objectif par les parties de tous bords, plus de 3000 autres mercenaires islamistes syriens suivraient en ce moment une « formation » rapide dans des camps d'entraînement en Turquie avant de gagner le théâtre d'opération libyen et a montré, preuves et vidéos à l'appui, que 340 jihadistes venus de Syrie auraient déjà trouvé la mort dans le cadre des combats contre l'ANL du Maréchal Haftar. Des sources russes, complémentaires et convergentes, confirment à la fois les inquiétudes du rapport onusien et du rapport américain : depuis juillet 2019, des dizaines de milliers de tonnes d'armes, munitions, véhicules, missiles et drones ont été transportés par bateau depuis des ports turcs vers Tripoli. Détail important, qui en dit long sur la porosité entre rebelles anti-Assad, jihadistes et soldats turcs en Syrie, des membres des brigades islamistes pro-turques Hamza, Sultan Mourad, Sultan Suleyman et Muntasir Billah récupérés, recrutés et entraînés par SADAT entre 2012

et 2019, ont reçu des uniformes turcs et ont été transférés à Idlib après avoir reçu des formations militaires en Turquie. L'opposition turque et Moscou ont d'ailleurs accusé SADAT d'avoir poussé à l'escalade à Idlib, zone sous « supervision turque » restée la plus grande concentration de jihadistes d'Al-Qaïda au monde (12000 hommes)...

S'adressant au porte-parole antisémite et anti-occidental du gouvernement turc, Akit TV, le 14 décembre 2015, Tanrıverdi avait défini les États-Unis et les pays occidentaux comme « la source majeure de la crise syrienne » et il avait insisté pour établir une zone de sécurité dans la région, en fait des régions « sunnites-arabes et turkmènes autonomes » dans le nord de la Syrie, précisant que la Turquie ne « permettrait pas une structure kurde unifiée dans ce pays ». Ankara a tenu parole en privilégiant systématiquement son agenda irrédentiste néo-ottoman et sa lutte acharnée contre les Kurdes séparatistes (liés au PKK kurde de Turquie) au combat contre les jihadistes, bien souvent utilisés comme « bédouins » et « proxys » contre les ennemis d'Ankara et d'Erdogan. De leurs côtés, les législateurs de l'opposition turque ne cessent depuis 2014 d'interroger, en vain, le gouvernement AKP sur le rôle de SADAT dans la formation des combattants de l'État islamique en Irak et en Syrie (EIIS) et de la branche syrienne d'al-Qaïda, Jabhat al-Nosra (diluée depuis dans le front pluriel HTS, Hayat Tahrir al Sham) puis sur les relations étroites présumées entre l'agence de renseignement turque (MIT) et la SMP de Adnan Tanrıverdi. SADAT affiche d'ailleurs dans ses documents que ses programmes et opérations sont toujours « supervisés » par le ministère turc de la Défense nationale.

Les liens pour le moins ambigus du pouvoir d'Ankara avec l'Etat islamique

Outre Al-Qaïda et ses sections du nord-ouest syrien (Idlib), qui constituent un des viviers dans lequel puise SADAT pour

alimenter Tripoli en proxys jihadistes anti-Haftar, au profit du camp de Sarraj en Libye occidentale, on se souvient du rôle plus qu'ambigu joué par la Turquie auprès de l'Etat islamique. Ce dernier fut en effet secrètement armé, aidé et financé par le groupe SADAT, l'armée turque et les services secrets turcs du MIT dans le cadre de la lutte prioritaire et même obsessionnel du pouvoir d'Ankara contre les Kurdes syriens. La Turquie a abrité un nombre tellement impressionnant de camps d'entraînement jihadistes et d'ONG islamistes qui les financent que la Turquie d'Erdogan est devenu selon certains un véritable « sanctuaire pour toutes sortes de groupes islamistes radicaux ». Al-Qaida et l'Etat islamique ont pu ainsi utiliser le territoire turc pour s'entraîner, recruter puis lever des fonds et aides logistiques.

A partir de l'année 2015 les liens entre le régime d'Erdogan et l'EI ont été mis au grand jour et ne sont plus niés par personne, même si la Turquie dément catégoriquement et même si nombre de généraux patriotes turcs et fonctionnaires du renseignement turc – et pas seulement l'opposition « progressiste » et kémaliste » – l'ont déploré. Des hauts responsables turcs, dont le gendre du président Recep Tayyip Erdogan, ont été impliqués dans l'achat de pétrole de l'Etat islamique via des sociétés écrans. En 2015, la Russie a même révélé que le fils d'Erdoğan, Bilal, achetait du pétrole syrien à l'Etat islamique, tandis qu'en 2014, l'Etat islamique a lancé une attaque contre la ville syrienne d'Ayn al-Arab, tenue par les Kurdes, depuis le territoire turc. Les hydrocarbures de contrebande de Daech furent vendus durant des mois le long de la frontière turque au moins (2014-2015) sans que les pays occidentaux ne réagissent, et il fallut que la Russie lance un pavé informationnel dans la marre puis décide de bombarder (et filmer) les milliers de camions de transport de pétrole illégal des jihadistes vers la Turquie, suite à la crise autour de l'avion de combat russe abattu au-dessus de la frontière turco-syrienne par un F-16 turc, le 24 novembre 2015, pour que ce qu'on appelle « l'Opinion

internationale » comme à prendre conscience que le pilier du flanc sud de l'OTAN, la Turquie, [flirtait avec DAECH](#). Vladimir Poutine révéla alors au grand jour les « liens commerciaux » entre Daech et Ankara. [Un intéressant rapport de Rystad Energy, commandé par le gouvernement norvégien, l'explique en détails](#). Les conclusions de ce rapport sont corroborées par une étude de Joseph Fallon, expert anti-terrorisme chercheur-associé au UK Defence Forum, qui a expliqué en détails sur Fox News, le 11 septembre 2017, comment l'Etat islamique a pu « voler, déverser et organiser la contrebande de pétrole dans tout l'Irak et en Syrie avec la complicité de la Turquie ». On se souvient d'ailleurs de la journaliste américaine Serena Shim, d'origine libanaise, qui, durant un reportage sur la guerre civile syrienne, trouva étonnamment la mort dans un accident de voiture (octobre 2014), juste après avoir révélé que des jihadistes de l'Etat islamique déguisés en « combattants de l'armée syrienne libre » (FSA) traversaient en masse la frontière turque dans des camions affrétés illégalement. Enfin, un rapport confidentiel des services secrets turcs de 19 pages qui a fuité en 2015, soit juste avant la purge de l'armée et des militaires kémalistes par Erdogan, a mis en évidence les interconnexions du président turc avec plusieurs groupes islamistes radicaux internationaux et terroristes-jihadistes.

Alexandre del Valle – [Valeursactuelles](#)